

janvier 1933 entre le ministre des Pensions et de la Santé nationale et la Commission des pensions ou la Commission canadienne des pensions au sujet d'une action prise ou à être prise relativement à une révision de pensions, à des déductions ou à des suspensions de pensions pour recouvrer de prétendues surpayes de pensions que l'on dit être résultées de prétendus mariages illégaux.

**123h.** Réponse à un ordre de la Chambre du 26 mars 1934—Document montrant:—

1. Combien d'audiences où il y avait quorum la Commission canadienne des pensions a tenues depuis que les membres de la Commission ont été nommés.

2. Où ces séances ont été tenues, et quels membres de la Commission étaient présents à chaque séance.

3. Combien de cas on a examinés à chaque audience, et combien de décisions favorables aux demandeurs ont été rendues.

**123i.** Réponse à un ordre de la Chambre du 11 avril 1934—Document montrant:—

1. Quels fonctionnaires du quartier général et des différents personnels du ministère des Pensions et de la Santé nationale reçoivent actuellement une pension.

2. Quel est le montant de la pension dans chaque cas.

**123j.** Réponse à un ordre de la Chambre du 30 avril 1934:—Copie de toutes les instructions que le ministre des Pensions a émises durant les douze derniers mois, ou qui ont été émises sous son autorité aux fonctionnaires du ministère des Pensions qui sont chargés de l'administration.

**124.** Réponse à un ordre de la Chambre du 25 mai 1933—Document montrant:—

Durant les années 1931 et 1932, combien de films sonores français ont été renvoyés en France après avoir été refusés par des bureaux provinciaux de censure.

**125.** Copie d'arrêté en Conseil, C.P. 826, en date du 30 mai 1933; ainsi que le rapport et la preuve concernant le renvoi d'office de l'ex-juge Stubbs, sous les dispositions de l'article 31, alinéa 2, de la Loi des juges, Chapitre 105, des Statuts révisés.

Copie d'arrêté en Conseil, C.P. 562, du 28 mars 1933, concernant le rapport en date du 20 mars 1933, de l'honorable juge Frank Ford relativement aux plaintes contre l'ex-juge Stubbs.

**125a.** Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mai 1934:—Copie de toutes les lettres échangées entre l'ancien juge Stubbs ou quiconque écrivant en faveur de ce juge, et le ministre de la Justice ou tout fonctionnaire de son ministère au sujet d'une pension pour l'ancien juge Stubbs, que lesdites lettres ait été échangées avant ou après que ce juge eût été forcé de quitter la magistrature.

**127b.** Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général du 26 février 1934:—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents que tout membre du cabinet fédéral peut avoir reçus durant les douze derniers mois de tout membre des gouvernements du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, respectivement, au sujet de l'entente internationale relative au blé, ou au sujet de l'à-propos ou non d'en venir à une telle entente.

**129.** Rapport d'aides experts employés sous les dispositions de l'article 74 de la Loi des revenus consolidés et de la vérification, durant l'exercice 1933-34.

**130.** Etat des recettes et dépenses de la Société Royale du Canada pour l'année expirée le 30 avril 1933.

**131.** Copie de correspondance concernant la résignation de l'hon. E. B. Ryckman, comme ministre du Revenu national.